



L'emploi salarié au 1^{er} trimestre 2018

L'emploi diminue de 0,3 %

Au 1^{er} trimestre 2018, l'emploi salarié diminue de 0,3 % à La Réunion. Il est tiré à la baisse par les services non marchands, dont l'emploi diminue de 1,5 %, en lien avec la contraction du nombre de contrats aidés. En revanche, l'emploi marchand reste dynamique, en particulier dans la construction, l'industrie, le commerce et les services aux entreprises.

Sur un an, la croissance de l'emploi salarié est faible à La Réunion (+ 0,2 %), alors qu'il augmente de 1,2 % en France métropolitaine.

Philippe Paillole, Insee

À La Réunion, au 1^{er} trimestre 2018, le nombre total de salariés (privé et public confondus) s'élève à 256 300, soit 700 de moins qu'au 4^e trimestre 2017. L'emploi salarié privé concentre les deux tiers de ces effectifs.

Au 1^{er} trimestre 2018, l'emploi salarié diminue : - 0,3 % après + 0,1 % au trimestre précédent (*figure 1*). Cette baisse est liée à un fort recul de l'emploi dans le secteur public (- 1,8 %). Le nombre de contrats aidés ne cesse de baisser depuis mi-2016, ce qui pèse sur l'emploi public. L'emploi salarié privé continue en revanche de progresser au 1^{er} trimestre 2018 (+ 0,5 % comme au trimestre précédent), contrebalançant les pertes d'emplois du secteur public.

Sur un an, le nombre de salariés du privé reste également dynamique (+ 1,9 %), tandis qu'il baisse dans le public (- 3,0 %).

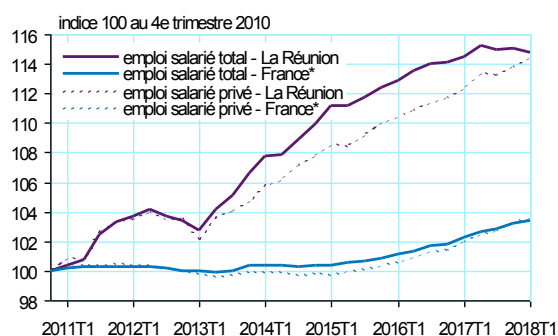
En glissement annuel, l'emploi salarié total augmente à un rythme très faible, beaucoup plus modéré qu'en métropole : + 0,2 % contre + 1,2 %.

Les services non marchands comptent à La Réunion 108 100 salariés au 1^{er} trimestre 2018. Ils exercent dans les activités d'enseignement, d'administration publique, dans la santé humaine ou l'action sociale. Ils travaillent majoritairement dans le public (80 %), mais peuvent aussi exercer dans le privé (activités de soutien scolaire, enseignement de la conduite, médecin...).

Dans ces services non marchands, l'emploi salarié se contracte de 1,5 % au 1^{er} trimestre 2018, soit 1 600 personnes de moins (*figure 2*). Les effectifs de l'administration publique et de l'hébergement et l'action sociale se replient respectivement de 1,8 % et de 4,8 %.

1 L'emploi salarié stagne depuis la mi-2017

Évolution trimestrielle de l'emploi salarié depuis 2011

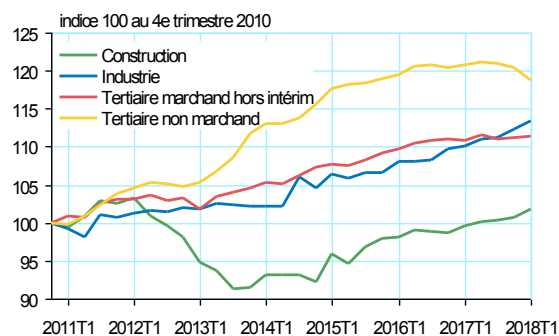


* France hors Mayotte ; Note : Données corrigées des variations saisonnières.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles AcoSS-CGSS-Dares-Insee.

2 L'emploi chute dans les services non marchands

Évolution trimestrielle de l'emploi salarié par secteur



Note : Données corrigées des variations saisonnières.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles AcoSS-CGSS-Dares-Insee.

Sur un an, le nombre de salariés est également en recul marqué (- 3,6 % dans l'administration et - 3,8 % dans l'hébergement et l'action sociale). Ces deux secteurs sont particulièrement concernés par la baisse des contrats aidés.

Au 1^{er} trimestre 2018, dans le secteur marchand, l'emploi salarié progresse dans les secteurs du commerce, des services aux entreprises, de l'industrie et de la construction (figure 3). Le nombre de salariés rebondit dans le commerce après une année 2017 atone (+ 0,8 % sur un trimestre et + 1,4 % sur un an).

Dans les secteurs des services aux entreprises et de l'industrie, l'emploi salarié progresse de 0,9 % au 1^{er} trimestre. Sur un an, la croissance de l'emploi y est également soutenue (+ 1,1 % dans l'industrie et + 3,2 % dans les services aux entreprises).

La hausse des effectifs salariés de la construction accélère (+ 1,0 % après + 0,5 % au trimestre précédent). Sur un an, l'emploi progresse de façon encore plus soutenue (+ 2,2 %).

À l'inverse, dans le secteur des autres services, l'emploi salarié continue de baisser (- 1,6 % sur un trimestre et - 5,7 % sur un an). Dans ce secteur, les effectifs du tissu associatif diminuent de façon continue, en lien avec la baisse des contrats aidés.

3 Les effectifs croissent dans le commerce

Évolution trimestrielle de l'emploi salarié par secteur détaillé

	Emploi salarié (en milliers)	T1 2018/ T4	T1 2018 / T1
Ensemble	256	-0,3	0,2
Privé	170	0,5	1,9
Public	86	-1,8	-3,0
<i>Par secteur d'activité</i>			
Agriculture	3	1,2	-0,9
Industrie, dont	18	0,9	3,0
Agro-alimentaire	7	0,2	4,5
Construction	14	0,5	1,5
Intérim	4	8,2	33,8
Services marchands (hors intérim)	109	0,2	0,6
Commerce et réparation	33	0,8	1,4
Transports et entreposage	12	0,8	0,9
Hébergement et restauration	9	0,5	8,4
Information et communication	4	-0,5	-1,3
Activités financières et d'assurance	6	0,3	1,6
Activités immobilières	2	-0,8	-6,0
Services aux entreprises	22	0,9	3,2
Autres services	21	-1,6	-5,7
Services non marchands	108	-1,5	-1,8
Administration publique	45	-1,8	-3,6
Enseignement	26	0,0	-0,1
Santé humaine	19	0,5	2,4
Hébergement et action sociale	18	-4,8	-3,8

Note : Données corrigées des variations saisonnières

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-CGSS-Dares-Insee.

Méthodologie

Les estimations trimestrielles de l'emploi salarié sont élaborées à partir de différentes sources :

- les déclarations de cotisations sociales des établissements faites aux Urssaf (unions de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales) et Caisses générales de sécurité sociale (CGSS), soit sous forme de bordereaux récapitulatifs de cotisations (BRC), soit de déclarations sociales nominatives (DSN) ;
- les fichiers de paie pour les personnels de la fonction publique d'État ;
- les déclarations de cotisations sociales collectées par la mutualité sociale agricole (MSA) ;
- les déclarations d'emploi des particuliers employeurs provenant de trois formalités administratives : déclaration nominative simplifiée (DNS), chèque emploi service universel (Cesu) et prestation d'accueil du jeune enfant (Paje) ;
- les déclarations mensuelles des entreprises de travail temporaire (ETT) adressées à Pôle emploi, auxquelles se sont progressivement substituées les déclarations sociales nominatives (DSN) à compter de mi-2016.

Avertissement

Les estimations trimestrielles d'emploi salarié régionales portent désormais sur un champ complet. Elles incluent les salariés de la fonction publique, de l'agriculture et des particuliers employeurs, contrairement aux séries diffusées jusqu'à l'an dernier.

De plus, une distinction des emplois « privé » et « public », établie à partir de la catégorie juridique des employeurs, est disponible au niveau régional. Les niveaux de l'emploi « privé » publiés par les Urssaf, par les CGSS et par l'Insee diffèrent du fait d'écarts de champ et de concept, et de légères différences peuvent exister sur les taux d'évolution (effets de composition liés aux écarts de niveaux).

Parallèlement, l'introduction de la déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut entraîner des révisions accrues sur les données, en particulier durant la phase de montée en charge de la DSN.

Définitions

Les services aux entreprises correspondent aux **activités scientifiques et techniques**, qui regroupent les activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques, ainsi qu'aux **activités de services administratifs et de soutien**, qui regroupent les activités liées à l'emploi (hors intérim), aux agences de voyage, aux activités de location et à la sécurité.

Les **autres activités de services** sont majoritairement composées des activités des organisations associatives. Elles comportent également les activités d'arts et spectacles ou récréatives et d'autres services personnels.

Pour en savoir plus :

- Les séries longues sur le « [Tableau de bord de la conjoncture à La Réunion](#) » ;
- « [Comptes économiques rapides de La Réunion en 2017 - Une croissance soutenue](#) », *Cerom*, juillet 2018 ;
- [Note de conjoncture, juin 2018 : Ciel voilé en Europe](#)
- Le compte Twitter de l'Insee La Réunion-Mayotte : [@InseeOI](#).

Insee La Réunion-Mayotte
Parc technologique de Saint-Denis
10 rue Demarne - CS 72011
97443 SAINT-DENIS CEDEX 9

Directeur de la publication :
Aurélien Daubaire

Rédaction en chef :
Julie Boé

ISSN : 2275-4334 (version imprimée)
ISSN : 2272-7760 (version en ligne)

© Insee 2018



Insee
Mesurer pour comprendre